Les premières banques chinoises de Singapour

Dr Alexander Ressos, TEP
Attorney-at-Law (Switzerland and Germany),
Solicitor (England & Wales and Hong Kong)
Of Counsel, KGP Legal LLC
alexander.ressos@kgplegal.com.sg
www.ressos.com.sg

La banque avant les banques chinoises

Les banques européennes sont arrivées à Singapour bien avant la fondation de la première banque chinoise. Une succursale de l'Union Bank of Calcutta ouvrit en 1840. Suivirent l'Oriental Bank en 1846, la Mercantile Bank of India en 1855, la Nederlandsche Handel-Maatschappij en 1857, la Chartered Bank en 1859 et la Hongkong and Shanghai Bank en 1866. Le chapitre II de la présente partie étudie ces banques de change (exchange banks) et les agency houses (maisons de commerce et de commission). Pour le présent chapitre, un trait importe avant tout : les banques européennes traitaient avec leur clientèle chinoise par l'intermédiaire d'un comprador, responsable de chaque compte chinois ouvert et par l'entremise duquel la banque prêtait aux négociants et commerçants chinois.[1]

Ce dispositif servait bien les grands négociants, mais mal le reste de la communauté. Les barrières linguistiques et culturelles rendaient difficiles, pour la plupart des Chinois, les relations directes avec les banques britanniques. Même dans l'entre-deux-guerres, on se souvenait des banques européennes comme d'établissements qui intimidaient la population locale et refusaient les petits comptes.[2] Les petits

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

commerçants empruntaient aux prêteurs chettiars, aux monts-de-piété et aux associations de crédit rotatif (tontines), tandis que les envois de fonds vers la Chine passaient par des maisons spécialisées. Le chapitre V de la partie A a décrit ces institutions fondées sur la confiance personnelle. Les banques chinoises du XXe siècle en sont issues et les ont en partie remplacées.

Les réformes monétaires du tournant du siècle rendirent l'activité bancaire locale plus attrayante. Après l'introduction d'une émission publique de billets en 1898, le dollar des Détroits (Straits dollar) fut rattaché en 1906 à la livre sterling, au cours de deux shillings et quatre pence.[3] Une monnaie stable réduisait le risque de change de la banque locale et donnait aux déposants confiance dans l'unité dans laquelle leurs créances étaient libellées. Le chapitre IV de la présente partie étudie en détail le dollar des Détroits.

La Kwong Yik Bank de 1903

La première banque locale de Singapour et de la Malaisie britannique (British Malaya) fut fondée le 16 décembre 1903 par des hommes d'affaires cantonais conduits par Wong Ah Fook, magnat de la construction et planteur de gambier. Elle disposait d'un capital libéré de 850 000 dollars et d'un bureau au 26 Kling Street, rebaptisée plus tard Chulia Street. Son nom chinois la désignait comme un *yinhao*, terme désignant une maison de banque chinoise traditionnelle. La banque offrait des services bancaires aux particuliers, des prêts hypothécaires et des crédits à une clientèle majoritairement chinoise, même si des clients malais et chettiars y recouraient aussi. Une étude récente de Jeremy Goh parue dans *Business History* la qualifie de première banque moderne fondée par des Chinois dans le Singapour colonial.[4]

La composition du conseil d'administration révèle les racines de la banque dans l'ancienne économie du crédit. Cinq de ses onze administrateurs d'origine étaient propriétaires de monts-de-piété, dont l'administrateur délégué Lam Wai Fong. Lam présida aussi la Singapore Chinese Chamber of Commerce en 1909 et 1910. Wong Ah Fook finança et promut la banque, mais en laissa la gestion à d'autres.[5] Les

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

fondateurs alliaient la réputation du notable communautaire aux techniques du prêteur sur gages. Il leur manquait l'expérience de la gestion d'une banque de dépôt qui publie ses comptes, constitue des réserves et prête à des inconnus.

L'effondrement de 1913

Le 20 novembre 1913, la Kwong Yik Bank suspendit ses paiements après une ruée des déposants alimentée par des rumeurs selon lesquelles elle ne pourrait pas faire face aux retraits. Ceux-ci auraient atteint 700 000 dollars en une semaine environ. Le règlement de la crise montre comment la communauté chinoise gérait une faillite bancaire avant que l'État colonial ne dispose d'une loi bancaire. La Singapore Chinese Chamber of Commerce, fondée en 1906, convoqua les dirigeants et les créanciers de la banque à une réunion le 6 décembre.[6]

Lors de cette réunion, le réviseur fit état de graves irrégularités. La banque avait consenti des prêts non garantis à ses administrateurs et à leurs proches. Ses comptes n'avaient jamais été correctement vérifiés ni arrêtés. Les actionnaires remplacèrent Lam Wai Fong par Wong Ah Fook, qui offrit sa fortune personnelle en garantie des dettes. Le 9 décembre, les créanciers et les représentants des groupes dialectaux décidèrent à l'unanimité la liquidation volontaire de la banque. Les actionnaires désignèrent Lim Peng Siang et Leow Chia Heng comme liquidateurs le 18 décembre 1913. Saisie d'une requête en liquidation forcée fondée sur la Companies Ordinance de 1889, la Supreme Court ordonna le 21 janvier 1914 que la liquidation volontaire se poursuive sous son contrôle. Un expert-comptable (chartered accountant), W. Lowther Kemp, fut nommé troisième liquidateur le 19 février 1914.[7]

Cette séquence associait deux systèmes d'ordre. La Chambre de commerce et les associations dialectales organisèrent la réponse, mobilisèrent la garantie du fondateur le plus respecté et choisirent les liquidateurs parmi les notables de la communauté. Le tribunal colonial fournit le cadre juridique et y ajouta un comptable professionnel. Plusieurs dirigeants et administrateurs furent ensuite condamnés, tandis que Wong Ah Fook consacra ses dernières années à régler les créances jusqu'à sa mort en 1918.[8]

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

La Companies (Amendment) Ordinance de 1914

La faillite eut une conséquence législative durable. Le gouvernement colonial modifia le droit des sociétés par la Companies (Amendment) Ordinance de 1914, qui limita les avances et prêts non garantis aux administrateurs, imposa des états financiers en anglais et rendit obligatoire l'audit semestriel des banques. La Companies Ordinance de 1915 suivit, rapprochant le droit des sociétés des Établissements des Détroits (Straits Settlements) du droit anglais. Goh fait remonter ces règles à des négociations entre le gouvernement et les représentants des milieux commerciaux et bancaires, dans lesquelles des questions de race et de culture jouèrent un rôle.[9]

L'épisode annonce un schéma qui revient tout au long de cet ouvrage. Une faillite met au jour les risques des prêts aux initiés et de la comptabilité opaque. Les autorités réagissent par des règles ciblées de gouvernance et de transparence, élaborées en concertation avec la profession. Les banques chinoises tirèrent elles-mêmes les leçons de l'affaire : des banques comme la Ho Hong Bank séparèrent leurs opérations des intérêts commerciaux de leurs administrateurs et exigèrent des garanties pour leurs prêts.[10] Le chapitre I de la partie E montre comment le Banking Act moderne traite le même problème au moyen de limites aux expositions envers des parties liées.

La ruée sur la Chinese Commercial Bank en 1914

L'épreuve suivante survint quelques mois plus tard seulement. Le 4 août 1914, les déposants retirèrent 260 000 dollars aux guichets de la Chinese Commercial Bank. Les administrateurs sollicitèrent l'aide du gouvernement, qui ferma la banque le temps d'examiner ses livres. Une proclamation datée du 26 août déclara que l'actif de la banque excédait son passif. Lorsque la banque rouvrit le 1er octobre 1914, les dépôts dépassaient les retraits de 27 552 dollars avant midi.[11]

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

L'épisode est instructif, car le gouvernement agit sans aucun pouvoir légal sur les banques. Il examina les livres, certifia la solvabilité et rétablit ainsi la confiance, par une mesure de gestion de crise qui resta ponctuelle. Faute d'avoir créé une autorité de surveillance permanente, la colonie dut affronter sans elle la crise bien plus profonde des années 1930.

Notes

1. Ong Eng Chuan, « Money Lending: A Short History », *BiblioAsia*, vol. 3, n° 1, avril 2007 (National Library Board Singapore) : Union Bank of Calcutta (1840), Oriental Bank (1846), Mercantile Bank of India (1855), Nederlandsche Handel Maatschappij (1857), Chartered Bank (1859) et Hong Kong and Shanghai Bank (1866) ; Ong Eng Chuan, « Money Lending: A Short History », *BiblioAsia*, avril 2007 : le comprador était « responsible for every Chinese account opened », et « the banks lent money to Chinese merchants and traders through the comprador ». ↩

2. « Traditional trades of the Hokkiens in Singapore », *Culturepaedia* (Singapore Chinese Cultural Centre), consulté en novembre 2026 : les banques britanniques dominaient le secteur au XIXe siècle, et les barrières linguistiques et culturelles rendaient difficiles les relations des Chinois avec elles ; W. G. Huff, « Currency Boards and Chinese Banking Development in pre-World War II Southeast Asia: Malaya and the Philippines », University of Glasgow, Department of Economics Working Paper 2003-2, 8 mars 2003, p. 8, citant Yap Pheng Geck, *Scholar, Banker, Gentleman Soldier*, 1982, p. 28 : « the European banks had an air about them which intimidated many local people … [and] would not accept small accounts ». ↩

3. W. G. Huff, « Currency Boards and Chinese Banking Development », 2003, p. 2 : la décision prise « in 1906 to tie the Straits dollar to sterling at one dollar = 2s.4d. » ; Wikipedia, « Kwong Yik Bank » (consulté en novembre 2026), sur l'émission de billets de 1898 et le Sterling Exchange Standard de 1906 comme toile de fond de l'entrée des Chinois dans la banque. ↩

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

4. Wikipedia, « Kwong Yik Bank » (consulté en novembre 2026) : fondée le 16 décembre 1903 par des hommes d'affaires cantonais conduits par Wong Ah Fook, capital libéré de 850 000 dollars, bureau au 26 Kling Street (plus tard Chulia Street), « the first local bank in Singapore and British Malaya » ; Wikipedia, « Kwong Yik Bank » (consulté en novembre 2026) : dénomination officielle Kwong Yik « Savings Accumulation » Yinhao Limited Company ; services bancaires aux particuliers, prêts hypothécaires et crédits à une clientèle majoritairement chinoise, avec des clients malais et chettiars ; Jeremy Goh, « Banking failure and regulatory reform on the periphery: The Kwong Yik Bank in the British Straits Settlements », *Business History*, vol. 68, n° 2, 2026, p. 509–529, doi:10.1080/00076791.2025.2512862 (données bibliographiques tirées de Crossref ; résumé tel que répertorié dans OpenAlex) : « the first modern bank formed by the ethnic Chinese in colonial Singapore ». ↩

5. Ong Eng Chuan, « Money Lending: A Short History », *BiblioAsia*, avril 2007 : cinq des 11 administrateurs d'origine de la Kwong Yik étaient propriétaires de monts-de-piété, dont l'administrateur délégué (orthographié Lam Wei Fong) ; Wikipedia, « Kwong Yik Bank » (consulté en novembre 2026) : Lam Wai Fong fut le premier administrateur délégué et présida la Singapore Chinese Chamber of Commerce de 1909 à 1910 ; Wong Ah Fook finança et promut la banque, mais n'y exerça qu'un rôle d'administrateur. ↩

6. Wikipedia, « Kwong Yik Bank » (consulté en novembre 2026) : la banque cessa ses activités le 20 novembre 1913 après une ruée des déposants alimentée par des rumeurs selon lesquelles elle ne pourrait pas faire face aux retraits ; Wikipedia, « Chinese Commercial Bank » (consulté en novembre 2026) : en novembre 1913, des « continual withdrawals for about a week amounting to up to $700,000 » touchèrent la Kwong Yik Banking Company, alors que la situation de la Chinese Commercial Bank était jugée saine ; Wikipedia, « Singapore Chinese Chamber of Commerce and Industry » (consulté en novembre 2026) : fondée en 1906 sous le nom de General Chinese Trade Affairs Association et rebaptisée Singapore Chinese Chamber of Commerce en 1912 ; Wikipedia, « Kwong Yik Bank » (consulté en novembre 2026) :

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

réunion des dirigeants et des créanciers de la banque fixée par la Chambre au 6 décembre 1913. ↩

7. Wikipedia, « Kwong Yik Bank » (consulté en novembre 2026) : le réviseur signala des prêts non garantis aux administrateurs et à leurs proches ainsi que des comptes jamais correctement vérifiés ni arrêtés ; Wong Ah Fook remplaça Lam Wai Fong et offrit sa fortune personnelle en garantie ; le 9 décembre 1913, les créanciers et les représentants des groupes dialectaux décidèrent à l'unanimité la liquidation volontaire ; Wikipedia, « Kwong Yik Bank » (consulté en novembre 2026) : liquidateurs Lim Peng Siang et Leow Chia Heng désignés le 18 décembre 1913 ; rejet le 21 janvier 1914 de la requête en liquidation forcée fondée sur la Company Ordinance 1889, le tribunal ordonnant la liquidation volontaire sous son contrôle ; nomination formelle de W. Lowther Kemp le 19 février 1914. ↩

8. Wikipedia, « Kwong Yik Bank » (consulté en novembre 2026) : plusieurs dirigeants et administrateurs furent condamnés, dont l'administrateur délégué Boey Lian Chin et l'administrateur Lim Tian Siang ; Wong Ah Fook supporta une grande partie des dettes de la banque et consacra ses dernières années à régler les créances jusqu'à sa mort en 1918. ↩

9. Wikipedia, « Kwong Yik Bank » (consulté en novembre 2026) : la Companies (Amendment) Ordinance de 1914 limita les avances et prêts sans garantie aux administrateurs, imposa des états financiers en anglais et rendit obligatoire l'audit semestriel des banques ; la Companies Ordinance de 1915 rapprocha le droit des sociétés des Straits Settlements du droit anglais ; Jeremy Goh, « Banking failure and regulatory reform on the periphery », *Business History*, 2026, résumé (OpenAlex) : la réglementation naquit de négociations entre l'État colonial et les représentants des entreprises et des banques, façonnées par des facteurs raciaux et culturels. ↩

10. Wikipedia, « Kwong Yik Bank » (consulté en novembre 2026) : des banques chinoises, dont la Ho Hong Bank, adoptèrent des pratiques plus strictes, comme la séparation des opérations bancaires et des intérêts commerciaux des administrateurs et l'exigence de garanties pour les prêts. ↩

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

11. Wikipedia, « Chinese Commercial Bank » (consulté en novembre 2026) : une ruée le 4 août 1914 entraîna des retraits de 260 000 dollars aux guichets ; Wikipedia, « Chinese Commercial Bank » (consulté en novembre 2026) : les administrateurs « had to request the assistance of Government » (avis paru dans *The Straits Times*, 7 août 1914) ; proclamation du 26 août 1914 par le Colonial Secretary par intérim attestant que l'actif excédait le passif ; réouverture le 1er octobre 1914, les dépôts dépassant les retraits de 27 552 dollars à midi ; la banque fut fermée sur ordre du Colonial Secretary pendant l'examen. ↩

Disclaimer

This article is provided for general information only. It is based on publicly available sources as at its date of publication. These sources have not been independently verified against licences, regulatory registers or the records of the entities concerned. It is not legal, tax, financial or investment advice. Nor is it a recommendation to invest in, transact with or use the services of any entity mentioned. Law and regulation change frequently, so the content may be incomplete or outdated. To the fullest extent permitted by law, Dr Alexander Ressos and the publisher of SingaporeIQ exclude all liability for loss or damage arising from the use of or reliance on this article. Readers should obtain advice on their specific circumstances before acting or refraining from action.

Names and trademarks of the entities discussed belong to their owners and are used for identification only. Their mention implies no endorsement, affiliation or allegation of wrongdoing. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. Corrections and updates: contact@ressos.com.

© 2026 Dr Alexander Ressos. This article may be quoted with attribution to SingaporeIQ (SingaporeIQ.com). Reproduction in full and any commercial use require prior written consent. The Legal Terms at https://singaporeiq.com/legal-terms apply.

Author contact: Dr Alexander Ressos, TEP · contact@ressos.com